

CIRCULATION PROVISOIREMENT RETRECIE  
N° 117 Bd Mal Foch

000246

PUBLIÉ LE 11 FEV. 2026

## **ARRÊTÉ**

### **LE MAIRE DE SALON-DE-PROVENCE**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2211-1 portant dispositions générales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 L 2212-2 et L 2212-5 portant sur la police municipale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les article L 2213-1 et L 2213-2 portant sur la police de la circulation et du stationnement,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2214-3 portant sur les dispositions applicables dans les Communes où la police d'état est instituée,

VU le règlement de la voirie communale en date du 27 novembre 2024,

VU la demande formulée en date du 09 février 2026 par l'entreprise CIRCET concernant une ouverture de chambre Télécom sur trottoir (MNO 050760),

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation des véhicules pour assurer le bon ordre, la sûreté et la sécurité publiques,

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** – Afin de permettre une ouverture de chambre Télécom sur trottoir (MNO 050760), la circulation est provisoirement rétrécie sur la chaussée et le trottoir (> déviation) au droit du chantier sise N° 117 Bd Mal Foch :

**Du 16 au 27 février 2026**  
**de 09h à 16h Hors mercredi**

**ARTICLE 2- Limitation de la zone de travaux à 30km/h.**

**ARTICLE 3** - Sous les directives des Services Techniques Municipaux, la présignalisation et la signalisation de la circulation rétrécie seront mises en place par l'entreprise CIRCET chargée de l'exécution des travaux.

Avis d'information par boitage individuel aux particuliers et par affichage réglementaire. Respecter la réglementation en vigueur, la charte de l'arbre et le règlement de voirie.

**ARTICLE 4** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille pendant un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**ARTICLE 5** - Le Directeur Général des Services et le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SALON-DE-PROVENCE le 10 FEV. 2026

P/Le Maire  
Par déléguation Michel ROUX  
Premier Adjoint au Maire  
Vice-Président de la Métropole

